



Global Network of
Civil Society Organisations
for Disaster Reduction

100 000 Perceptions du risque



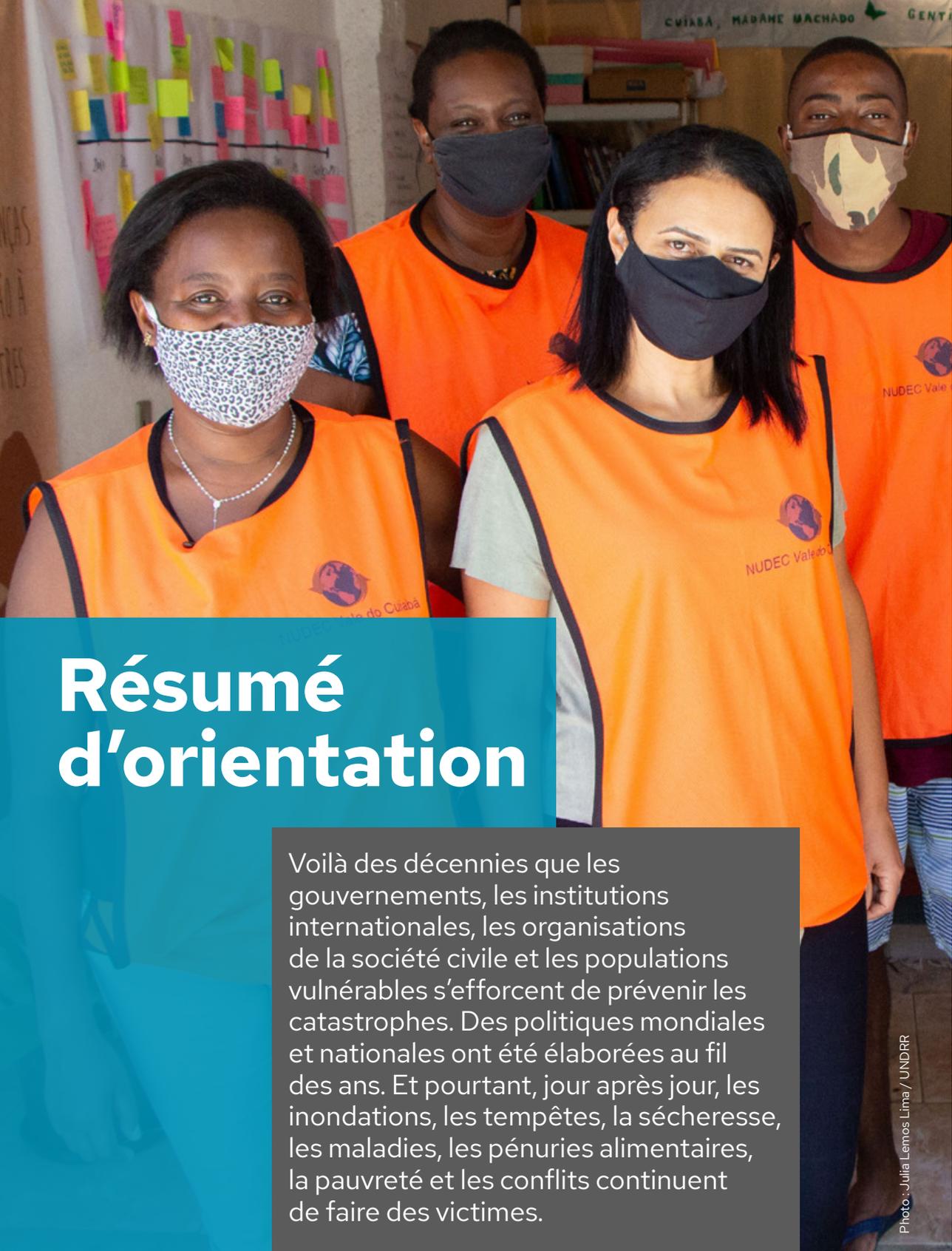
Vues du front 2019 Rapport sur les
recommandations mondiales





Table des matières

Résumé d'orientation	04
Méthodologie	06
Conclusions mondiales	10
Recommandations mondiales	20
Messages clés de plaidoyer	40
Réflexions et conclusions	46



Résumé d'orientation

Voilà des décennies que les gouvernements, les institutions internationales, les organisations de la société civile et les populations vulnérables s'efforcent de prévenir les catastrophes. Des politiques mondiales et nationales ont été élaborées au fil des ans. Et pourtant, jour après jour, les inondations, les tempêtes, la sécheresse, les maladies, les pénuries alimentaires, la pauvreté et les conflits continuent de faire des victimes.

Photo : Julia Lemos Lima / UNDRR

Vues du front est la plus grande étude mondiale indépendante sur les risques considérés du point de vue de ceux qui vivent en première ligne. Il s'agit d'une analyse systémique à partir d'une perspective locale. Le projet identifie et compare les perspectives des communautés locales, des représentants des gouvernements locaux et des organisations de la société civile (OSC) locales. Nos informations permettent aux parties prenantes de combler le fossé entre politique et pratique, et de renforcer la communication bidirectionnelle entre les communautés et les décideurs locaux, nationaux et mondiaux en matière de réduction des risques. Les **données** peuvent être ventilées par pays, communauté, âge, sexe et type de handicap.

En 2019, nous avons publié notre **rapport mondial Vues du front**, sur la base des résultats de nos enquêtes auprès de 119 000 personnes réparties dans 50 pays. Alors que nous arrivons à mi-parcours du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, nous présentons maintenant sept conclusions mondiales et huit messages de plaidoyer pour guider la prise de décision mondiale et renforcer la gouvernance des risques de catastrophe.

Les risques augmentent. La pandémie de Covid-19, les conflits, le changement climatique, les déplacements et l'insécurité alimentaire ont accru l'exposition aux chocs et aux stress négatifs, ont poussé davantage de personnes dans la pauvreté et annulé certaines avancées obtenues dans le cadre des objectifs de développement durable et du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Les populations en première ligne du risque continuent de souligner l'urgence de renforcer les mesures de réduction des risques. En 2022, on estime que 274 millions de personnes seront confrontées à la faim, aux conflits et aux déplacements en lien avec des catastrophes, le changement

« Nos informations permettent aux parties prenantes de combler le fossé entre politique et pratique, et de renforcer la communication bidirectionnelle entre les communautés et les décideurs locaux, nationaux et mondiaux en matière de réduction des risques. »

climatique et la pandémie Covid-19. Le changement climatique est décrit comme un facteur de risque majeur par les communautés qui se trouvent en première ligne. Les conflits sont un exemple de la connectivité systémique et mondiale des risques. Un exemple souligné par ceux qui sont en première ligne est le risque en cascade créé par le conflit en Ukraine, qui augmente directement les niveaux d'insécurité alimentaire au Moyen-Orient et dans certaines régions d'Afrique, faisant basculer davantage de personnes dans la pauvreté et la faim.

Les organisations de la société civile que nous avons interrogées rapportent que l'augmentation du niveau des risques est associée à un manque de localisation et à l'incapacité de la communauté mondiale à écouter de manière significative ceux qui sont en première ligne du risque, et à garantir que les ressources pour la réduction des risques de catastrophes atteignent le niveau local. Pour faire face à ces risques systémiques en cascade, nous devons écouter activement les communautés qui sont en première ligne du risque.

Ce rapport présente des recommandations sur la façon dont nos sept conclusions mondiales (voir page suivante) peuvent être traitées de manière pratique et définit huit messages clés de plaidoyer pour toutes les parties prenantes.



Méthodologie

Vues du front 2019 a pour objectif de renforcer l'inclusion et la collaboration systématique entre les gouvernements, les personnes menacées et la société civile lors de la conception et la mise en œuvre des politiques et pratiques de RRC et de résilience.

Vues du front (VdF) a été mis en œuvre dans 750 communautés à risque dans 50 pays d'Asie, du Pacifique, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. 15 communautés de chaque pays ont été sélectionnées de manière ciblée sur la base du contexte géopolitique, des profils d'aléas et de risques, et des vulnérabilités socio-économiques. La sélection des communautés les plus exposées a été effectuée en identifiant l'interconnexion entre catastrophes, impacts du changement climatique et vulnérabilités sous-jacentes.

Les données collectées rassemblent les réponses de 119 000 personnes et rendent compte de leurs perceptions :

1. Risques existants et émergents ;
2. Structures de gouvernance ;
3. Mécanismes suggérés pour réduire l'impact des risques de catastrophe ;
4. Facteurs perçus empêchant l'inclusion des personnes marginalisées dans les processus de résilience ;
5. Le degré de cohérence adopté au niveau local entre la RRC, le changement climatique et les approches de gestion des risques de catastrophes fondées sur l'écologie ;
6. les différences de perception des organisations de la société civile, des communautés les plus exposées et des gouvernements locaux (pour aider à identifier les écarts entre les politiques, les pratiques et les actions).

Les communautés ont ensuite utilisé les données et les résultats pour élaborer collectivement des plans d'action locaux visant à lutter contre les principales menaces identifiées.

Nos résultats ont été analysés au niveau national et des conclusions en ont été tirées quant aux tendances en matière de risque et de vulnérabilité, ainsi que les lacunes politiques. Des plans nationaux de plaidoyer ont ensuite été élaborés par un groupe multipartite dans chaque pays, ainsi que les principales recommandations.

GNDR a ensuite procédé à une analyse thématique des tendances mondiales en matière de défis et de recommandations. Nous nous en sommes servis pour élaborer notre rapport de conclusions mondiales et proposer des recommandations pratiques pour renforcer la gouvernance des risques pendant la seconde moitié de la mise en œuvre mondiale du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Conclusions mondiales

1

Les menaces complexes nécessitent une approche pangouvernementale et une approche pansociétale

2

Les communautés sont encore exclues du processus décisionnel et la participation est mal planifiée

4

Il y a toujours un manque de financement local pour la RRC

6

Le développement ne tient pas encore compte des risques

3

Une mauvaise gouvernance signifie un manque de responsabilité en matière de gestion des risques

5

Au niveau local, nous sommes toujours confrontés à un déficit d'informations sur les risques

7

Les solutions fondées sur la nature ne sont pas prioritaires

L'analyse des données sur le point de vue des communautés dans 50 pays met en évidence sept conclusions clés :



CONCLUSION N° 1

Les menaces complexes nécessitent une approche pangouvernementale et une approche pansociétale

Les inondations sont la menace la plus courante à laquelle sont confrontées les communautés. L'impact des inondations sur les communautés les plus exposées est grave : pertes de vies, mauvaise santé, perte de moyens d'existence et de bétail, et dommages aux cultures et aux bâtiments. Les communautés ont déclaré que le maintien de l'accès à l'éducation et aux soins de santé est particulièrement important et elles craignent que la dette n'entrave les efforts visant à réduire l'impact des inondations.

Le risque est systémique, complexe et en constante évolution. Il existe un besoin évident de solutions de planification globale pour renforcer la résilience des communautés. La pandémie de Covid-19, le changement climatique et le conflit en Ukraine ont mis en évidence la nature systémique du risque et l'interconnexion des vulnérabilités.

Ces chocs et facteurs de stress ont eu un impact social, économique et environnemental négatif en cascade et ont (re)produit et intensifié des crises secondaires telles que la sécurité alimentaire, le chômage et la violence sexiste.

Nous en avons tiré la leçon que la prévention des catastrophes et la gouvernance des risques nécessitent une approche globale avec des mesures aussi bien structurelles que non structurelles, plutôt qu'une approche unique. Il faut inclure une approche pansociétale, dans laquelle les communautés locales participent de manière significative à la prise de décision, plus une approche pangouvernementale où la réduction des risques est intégrée à tous les niveaux de gouvernance. Ce n'est qu'à cette condition que le risque pourra être géré de manière significative et que les chocs et les facteurs de stress ne se transformeront pas en catastrophes.



1

CONCLUSION N° 2

Les communautés sont encore exclues du processus décisionnel et la participation est mal planifiée

Les connaissances, les capacités et la prise de décision au niveau local sont essentielles pour une gestion efficace des risques et la prévention des catastrophes. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes met spécifiquement l'accent sur ce point : L'article 7 affirme que « les gouvernements devraient faire participer les intervenants concernés, y compris les femmes, les enfants et les jeunes, les personnes en situation de handicap, les pauvres, les migrants, les peuples autochtones, les volontaires, les réseaux de praticiens et les personnes âgées à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, plans et normes ». Cependant, ce n'est toujours pas le cas.

Nos données Vues du front au Pakistan montrent que plus de la moitié des fonctionnaires locaux interrogés ont admis qu'ils n'impliquaient jamais les communautés dans les consultations, et que huit personnes en situation de

handicap sur dix, et presque toutes les femmes, ont déclaré n'avoir jamais été incluses dans les processus de gouvernance des risques.

Exclure des communautés signifie que la connaissance qu'elles possèdent de leurs vulnérabilités n'est pas prise en compte, et par conséquent que les mesures prises pour remédier à une menace peuvent être moins efficaces. Les organisations de la société civile ont un rôle important à jouer dans la transmission de l'approche pansociétale. Même au sein d'une communauté, les différents groupes ont des priorités différentes. Par exemple, les femmes peuvent avoir des rôles différents de ceux des hommes, les populations autochtones peuvent accorder une plus grande valeur à leur héritage culturel, et les agriculteurs et les éleveurs peuvent avoir des opinions différentes sur l'utilisation des écosystèmes qui les entourent. Les gouvernements doivent d'une manière systématique, aider les communautés et les organisations de base à s'engager de manière significative dans les processus décisionnels et les programmes de réduction des risques de catastrophe afin que la diversité de ces points de vue puisse être prise en compte, que les connaissances soient appliquées et que personne ne soit oublié.¹

L'objectif E du cadre de Sendai prévoit l'élaboration de stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophes d'ici 2020. L'inclusion communautaire est essentielle pour garantir que les stratégies non seulement sont en place, mais répondent efficacement aux besoins réels. Par exemple, dans la communauté Namwongo à Kampala, en Ouganda, les administrations locales, les représentants et les membres de la communauté ont relevé des menaces très différentes. Le gouvernement a mis l'accent sur la chute de cendres et les embouteillages comme principales menaces, pourtant la communauté a mis

l'accent sur le changement climatique, les conflits et l'insécurité. Tout plan local de développement qui ne prendrait pas en compte ces questions ne répondrait pas efficacement aux besoins des personnes pour lesquelles il est élaboré.

Lorsque l'on cherche à savoir pourquoi l'exclusion persiste, la mauvaise planification de la participation revient comme la cause la plus souvent perçue. Les personnes qui se trouvent en première ligne des risques signalent que les gouvernements ne tiennent pas compte des obligations professionnelles et de la garde des enfants, des calendriers saisonniers des agriculteurs, ainsi que de l'âge et des différences ethniques et religieuses – autant de facteurs qui pourtant garantiraient une participation significative de toutes les parties prenantes. Le calendrier, des questions pratiques et l'accessibilité sont quelques-uns des principaux obstacles à la participation aux consultations sur les plans et actions de résilience mis en évidence par les communautés les plus exposées. Par exemple, dans l'état d'Odisha, en Inde, les personnes en situation de handicap ont souligné la difficulté à atteindre le lieu des réunions du gouvernement local. Une personne a déclaré qu'il lui fallait deux heures et plusieurs moyens de transport pour se rendre aux réunions.

De même, les femmes sont souvent exclues du processus de consultation parce que l'horaire des réunions entre en conflit avec la prise en charge de leurs tâches ménagères et de leurs enfants. Il en résulte que celles et ceux qui sont en première ligne du risque ont l'impression que leurs connaissances, leur expertise et leurs recommandations ne sont pas prises en compte et ne sont pas considérées comme prioritaires ou valorisées.

De plus, lorsque l'on passe du niveau local au niveau national, les personnes en première ligne des risques ont le sentiment

que leur voix est complètement perdue. Alors que les organisations de la société civile jouent un rôle crucial dans la mise en relation des communautés avec les décideurs, les organisations de la société civile locales et nationales disposent rarement d'un siège permanent au niveau national. En outre, de nombreuses organisations de la société civile ne connaissent pas les politiques, le budget et les engagements de leur gouvernement en matière de réduction des risques de catastrophe et ne savent pas quel est leur rôle. Beaucoup ont le sentiment que l'espace de la société civile se rétrécit, ce qui réduit encore les possibilités d'amplifier la voix des communautés. Les décideurs gouvernementaux considèrent rarement les organisations de la société civile comme des institutions crédibles. Par exemple, en Zambie, la société civile est exclue des débats critiques – au contraire, on assiste à une augmentation des arrestations lorsqu'elle tente de s'exprimer.

Le partage des connaissances entre les organisations de la société civile et les communautés se fait, mais de manière sporadique. Il existe également un manque de collaboration entre les organisations de la société civile, ce qui signifie qu'il n'y a pas de voix unifiée pour plaider en faveur du changement. Les organisations de la société civile ont un rôle important à jouer dans le renforcement de la collaboration et de la coordination pour la gouvernance des risques.



CONCLUSION N° 3

Une mauvaise gouvernance signifie un manque de responsabilité en matière de gestion des risques

Alors que ceux qui sont en première ligne des risques estiment que des progrès ont été réalisés quant à la mise en place de structures et de mécanismes pour gérer les risques de catastrophes, il n'y a souvent pas de ressources humaines spécialisées disponibles au niveau local pour mener à bien le travail de réduction des risques de catastrophes. Les gouvernements confient cette responsabilité à des personnes qui ont déjà d'autres tâches, créant ainsi un manque de clarté quant à savoir qui est responsable d'agir pour réduire les risques. En conséquence, les communautés signalent un manque important de compétences et de savoir-faire au niveau local.

Le gouvernement local manque également cruellement de ressources pour la réduction des risques de catastrophes. Par conséquent, les communautés locales peuvent passer à côté d'interactions cruciales avec le représentant du gouvernement responsable de la conception des activités de réduction des risques de catastrophe. Cela renforce le besoin essentiel d'une approche pangouvernementale – où le gouvernement à tous les niveaux et tous les départements sont alignés dans les approches de réduction des risques et le financement atteint effectivement le niveau local.



CONCLUSION N° 4

Il y a encore un manque de financement local pour la RRC

Ceux qui sont en première ligne des risques signalent que les fonds ne parviennent toujours pas au niveau local et que la prise de décision sur comment affecter les fonds n'inclut pas de manière significative les dirigeants locaux. Il y a un manque persistant de mise en place de mécanismes qui permettraient que les fonds soient dévolus au niveau local.

Huit membres de la communauté sur dix disent ne pas avoir accès ou n'avoir qu'un accès limité aux fonds. Par exemple, la législation népalaise sur la réduction des risques de catastrophe prévoit l'allocation d'un budget important au niveau local pour le renforcement de la résilience locale, mais les communautés n'ont toujours pas le sentiment d'avoir accès à ce budget. Les gouvernements et les organisations internationales n'ont pas respecté les engagements décrits dans les engagements du Grand Bargain.



CONCLUSION N° 5

Au niveau local, nous sommes toujours confrontés à un déficit d'informations sur les risques

Les communautés estiment qu'elles n'ont toujours pas accès aux informations sur les risques et ne sont pas impliquées dans la coproduction de connaissances sur les risques. Même si l'information existe, les communautés n'en ont pas connaissance et n'ont pas été impliquées dans son élaboration.

Au Nigeria par exemple, trois personnes sur quatre ont le sentiment de ne pas recevoir d'informations de la part du gouvernement sur les actions entreprises pour la réduction des risques de catastrophes. Cependant, plus de la moitié des représentants du gouvernement estiment que l'information est transmise à la communauté.

En outre, les communautés ont souligné que les informations transmises par le gouvernement concernent principalement la préparation aux catastrophes et les alertes rapides, et guère la réduction des risques et le renforcement de la résilience.

Les organismes gouvernementaux produisent des informations sur les risques, mais ils ne parviennent pas à y incorporer de manière significative les connaissances locales. Les méthodes de communication des informations sur les risques ne permettent pas d'atteindre ceux qui vivent en première ligne des risques. Alors que de nombreux gouvernements redoublent d'efforts pour impliquer les citoyens, – et que l'utilisation des nouvelles technologies peut permettre un partage plus systématique des évaluations, des plans et des activités portant sur les risques de catastrophes – les personnes les plus éloignées et les plus vulnérables restent encore à la traîne des avancées technologiques.



CONCLUSION N° 6

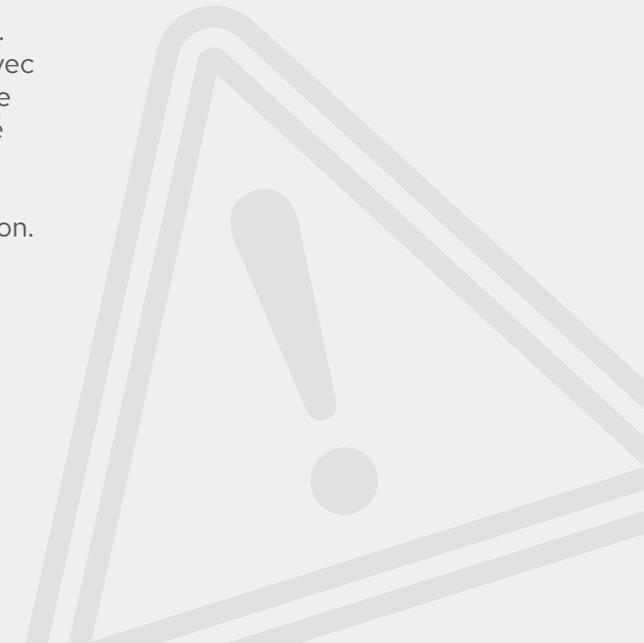
Le développement ne tient pas encore compte des risques

Ceux qui sont en première ligne face aux risques signalent que le développement ne tient pas compte des risques. Les nouvelles initiatives de développement apportent de nouveaux risques car elles ne tiennent pas compte des risques futurs émergents. Les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable sont en train de s'inverser, car l'évolution du profil de risque mondial compromet le développement. C'est pourquoi toute évolution des politiques et des pratiques doit tenir compte des risques et répondre efficacement aux besoins, vulnérabilités et capacités des communautés les plus exposées.

Au Niger par exemple, la ville de Tillabéri connaît régulièrement des inondations causées en partie par le ruissellement des eaux pluviales provenant d'une colline déboisée en bordure de la ville. Une organisation locale a collaboré avec la communauté, l'administration locale et d'autres organisations de la société civile pour garantir les droits fonciers et entreprendre des activités de reforestation et de lutte contre l'érosion.

Les inondations ont été réduites, des moyens d'existence ont été créés par l'élevage et l'environnement a été restauré. Mais ces exemples locaux doivent être soutenus pour être étendus.

L'un des plus grands défis du développement fondé sur la connaissance des risques est la manière dont les financements sont attribués. La gestion et la prise en compte du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix manquent de cohérence, ce qui signifie que les risques en cascade ne sont pas traités efficacement selon une approche systématique et holistique. Dans le relèvement après une catastrophe, les communautés ont beaucoup de mal à renforcer leur résilience, en raison du décalage entre leurs plans à long terme et la disponibilité de financements à court terme.



CONCLUSION N° 7

Les solutions fondées sur la nature ne sont pas prioritaires

Ceux qui sont en première ligne des risques estiment que, bien qu'il soit reconnu au niveau mondial que les écosystèmes bien gérés agissent comme une structure naturelle pour prévenir les aléas, les décideurs ne donnent pas la priorité à ces approches. Par conséquent, peu de progrès ont été réalisés dans l'intégration des approches fondées sur la nature dans la politique et la pratique de la réduction des risques de catastrophe au niveau national.

Par exemple, les boucliers biologiques naturels peuvent réduire la hauteur et l'énergie des tsunamis et des cyclones dans les zones côtières. Des écosystèmes bien entretenus peuvent être essentiels pour fournir de la nourriture, de l'eau et des abris, augmentant ainsi la résilience.

Les approches intégrées de RRC fondées sur la nature ont été couronnées de succès dans de nombreuses régions du monde. Par exemple, à Hinatuan aux Philippines, les femmes participent activement à la restauration et à la gestion des forêts de mangroves, qui servent de tampon contre les ondes de tempête et les tsunamis. Ces zones de mangrove apportent également une abondance de crabes et de coquillages, qui peuvent servir de nourriture et de revenu supplémentaire pour ces femmes, renforçant ainsi leur résilience (Oxfam et al., 2014).

Cependant, de nombreuses personnes n'ont pas conscience des possibilités qu'offrent les écosystèmes. Alors que les écosystèmes peuvent protéger les communautés des aléas, les initiatives de développement détruisent souvent ces écosystèmes. Les données de Vues du front montrent l'importance des approches écosystémiques pour la prévention des catastrophes.



Photo : Jumba Martin / GNDR





Recommandations mondiales

Pour passer de l'identification des tendances mondiales à la capacité de fournir des recommandations pratiques, un processus de consultation a été mené, impliquant 46 membres de GNDR d'Asie, du Pacifique, d'Afrique et des Amériques.

« Des recommandations pratiques sont présentées, suivies de messages sur les politiques clés à portée mondiale que GNDR exhorte les parties prenantes à défendre. »

Dix entretiens avec des informateurs clés ont également été menés, dont des OSC nationales impliquées dans le projet Vues du front, des universitaires, les Nations unies, des réseaux de gouvernements locaux et des réseaux régionaux. Cette consultation a permis d'établir un lien direct entre notre rapport à mi-parcours sur les progrès du cadre de Sendai et le point de vue des membres de GNDR dans le sud planétaire.

Un certain nombre de recommandations pratiques sont présentées ci-dessous, suivies de messages sur les politiques clés à portée mondiale que GNDR exhorte les parties prenantes à défendre dans tous les espaces politiques nationaux, régionaux et mondiaux par l'intermédiaire des cadres du Programme 2030, depuis le Cadre de Sendai, l'Accord de Paris, l'Accord d'Addis-Abeba, jusqu'aux Objectifs de développement durable plus larges.

Ces recommandations ont été formulées directement par les participants au programme Vues du front et sont présentées sous chaque conclusion mondiale.

Des menaces complexes exigent des solutions intégrées



Renforcer les évaluations locales des risques

La pratique actuelle d'élaboration des cartes de risques se limite à la cartographie des aléas, et dépeint rarement les vulnérabilités et leurs interconnexions, l'exposition de la communauté et ses capacités. Les évaluations des risques localisés sont indispensables.

Le processus d'évaluation des risques doit être renforcé par la participation de la communauté et réalisé régulièrement. Tout cela doit être institutionnalisé, afin de ne pas devenir un exercice ponctuel rapidement dépassé. Les gouvernements doivent accorder la priorité à l'allocation de ressources à cet effet et à l'utilisation de ces analyses locales des risques pour informer les plans, politiques et processus de développement locaux.

Des données locales sont nécessaires

Le besoin de données locales et désagrégées reste encore d'actualité. Les catastrophes devenant de plus en plus complexes, l'identification des personnes les plus exposées, ventilées par âge, sexe et handicap, est essentielle pour répondre aux besoins au niveau individuel.

Se concentrer sur les vies, les moyens d'existence et les biens

Inclure des analyses tant sociales qu'économiques des communautés exposées avant de proposer des actions de préparation et de réduction des risques. Garder les vies, les moyens d'existence et les biens au premier plan des préoccupations de la protection contre les catastrophes.

Tirer parti des mécanismes d'engagement formels et informels

Les mesures non structurelles pour faire face aux menaces reposent souvent sur la capacité des communautés à se rassembler et à identifier des solutions qu'elles peuvent mettre en œuvre. Identifier les mécanismes existants pour l'engagement communautaire, qu'ils soient établis de manière formelle ou créés de manière informelle.

Les communautés trouvent différents moyens de collaborer, dont certains peuvent être propres à des contextes particuliers. Par exemple, dans certaines communautés, les organisations les plus fiables sont les organisations confessionnelles et leur rôle devient donc crucial dans l'engagement et le développement de la communauté.

Aller plus loin dans la recherche, en collaboration avec les milieux scientifiques et universitaires

Rapprocher les connaissances scientifiques / techniques et les pratiques locales de résilience. La combinaison des apprentissages peut aider les communautés les plus exposées à développer des solutions innovantes pour réduire la complexité des catastrophes.

Éducation civique, sensibilisation et associations

Les programmes qui soutiennent l'engagement civique des communautés jouent un rôle essentiel pour garantir la participation aux espaces décisionnel. Il s'agit notamment d'activités de sensibilisation, de journées d'éducation à la résilience et de mesures incitatives pour favoriser une culture d'associations locales.

« Le processus d'évaluation des risques doit être renforcé avec la participation de la communauté et effectué régulièrement. »

Leadership local dans la programmation

Diverses suggestions ont été faites sur ce point. L'une d'entre elles consiste à adopter un programme conçu de manière évolutive, partant de la base, pour les organisations travaillant avec des partenaires sur le terrain, incluant la planification d'une période de co-création du projet sur la base des priorités de la communauté. Il a également été recommandé de faire un effort conscient pour que les relations de pouvoir soient vécues sur un pied d'égalité, par exemple en veillant à ce que les processus de consultation soient structurés de manière à permettre aux contributions de chacun d'avoir le même poids.

Adopter une approche de « gestion adaptative »

Cette approche fait référence à des plans de projet qui comportent un certain degré de flexibilité, permettant ainsi d'être adaptés en fonction de l'évolution des consultations avec les groupes communautaires. Du point de vue des donateurs, cela se traduit par une plus grande flexibilité dans le projet et dans le niveau de détail du budget demandé aux organisations financées, afin que les activités et les lignes budgétaires puissent être modifiées en fonction des priorités de la communauté. En outre, les financements devraient être accordés à condition que les projets soient co-conçus avec les communautés les plus exposées.

Renforcer et exploiter les compétences et les connaissances locales

Les activités de renforcement des capacités constituent une partie importante du travail avec de nombreux groupes communautaires. Il devrait s'agir de services sur mesure dont les besoins sont identifiés conjointement et qui sont adaptés au renforcement des capacités de leadership. Les gouvernements et les OSC doivent exploiter les connaissances locales pour évaluer et planifier les risques. Les acteurs internationaux devraient envisager d'aborder le renforcement des capacités davantage comme un moyen d'identifier les complémentarités entre les partenaires locaux et internationaux, plutôt que comme un moyen de « transmettre » leurs propres forces à l'autre. Cela peut faire en sorte que les compétences locales sont efficacement exploitées dans des contextes nationaux et internationaux.

Adopter une approche de la résilience fondée sur les droits de l'homme

Cette idée repose sur l'idée que les communautés les plus exposées ont le pouvoir et la capacité de faire respecter leurs droits fondamentaux et de créer un changement pour elles-mêmes, leurs familles et leurs communautés. Cela peut se faire en planifiant et en organisant des activités de sensibilisation aux droits de l'homme, à l'approche fondée sur les droits et à la manière de lier le risque à la défense des droits des responsables afin de garantir la réalisation de ces droits.

« Les activités de renforcement des capacités constituent une partie importante du travail avec de nombreux groupes communautaires. Les services apportés par ces activités devraient être conçus sur mesure par rapport aux besoins identifiés conjointement et adaptés au renforcement des capacités de leadership. »



Photo : Sarika Gulati

Inclure les communautés les plus exposées dans la prise de décision



Photo : Yvonne Etinosa / GNDP

Décentraliser davantage la prise de décision et institutionnaliser l'engagement communautaire

Les communautés confrontées à des risques ont une connaissance et une compréhension approfondies des menaces auxquelles elles sont confrontées ainsi que des solutions pour y faire face efficacement. Pour une gestion efficace des risques, les communautés doivent être incluses dans les processus de prise de décision.

Accroître la participation et la diversité des représentants locaux

Il est essentiel que les dirigeants locaux (c'est-à-dire les fonctionnaires de l'administration locale ou d'autres dirigeants communautaires) jouent un rôle de premier plan, mais la manière d'y parvenir n'est pas encore claire. Il est recommandé par exemple un engagement plus stratégique avec les maires, accompagné d'efforts de sensibilisation qui leur sont directement destinés, en plus de ce qui est fait en direction des citoyens, et des efforts doivent être faits pour comprendre les besoins et les domaines de soutien des administrations locales. Là encore, des incitations institutionnelles sont nécessaires pour parvenir à une représentation plus large des groupes communautaires dans les structures gouvernementales locales.

Prévoir la participation active de chacun

Il est essentiel que les groupes traditionnellement considérés comme plus marginalisés et vulnérables soient impliqués dans les activités en tant que participants actifs plutôt que comme bénéficiaires ou victimes potentielles des catastrophes.

Écouter vraiment les communautés qui sont en première ligne du risque

Le risque de catastrophe et la résilience doivent être présentés du point de vue de ceux qui sont touchés par les catastrophes : les OSC devraient apporter aux forums nationaux et internationaux les perspectives des communautés exposées.

De même, une communication empathique est nécessaire pour veiller à ce que les voix locales soient écoutées et leur message retenu. Les échanges en direct avec les communautés sur les médias sociaux sont une bonne méthode pour communiquer sur la résilience locale. Le journalisme mobile² peut également servir à transmettre les voix locales. Toutefois, nous devons nous efforcer de combler le fossé technologique afin que personne ne soit laissé pour compte.

« Des incitations institutionnelles sont nécessaires pour parvenir à une représentation plus large des groupes communautaires dans les structures gouvernementales locales. »



Par exemple, les formations aux catastrophes et les exercices de simulation de catastrophes devraient donner un rôle actif aux personnes en situation de handicap ou aux groupes de personnes âgées, plutôt que de les considérer comme des bénéficiaires passifs de l'aide. L'autonomisation des femmes, leur permettant de prendre la direction localement, est essentielle pour permettre cette approche pansociétale et l'inclusion significative de tous. Les femmes qui ont localement une fonction de direction sont souvent exclues de la prise de décision, alors qu'elles possèdent les capacités et les connaissances nécessaires à une compréhension holistique des risques et des besoins de la communauté.

Les structures et services adéquats doivent être mis en place pour faciliter la participation réelle de ces groupes (p.ex., fournir un hébergement correct, offrir une aide à l'enfance si nécessaire, et tenir compte des besoins spécifiques). Ces initiatives sont constitutives d'une approche basée sur les droits et, pour les permettre, un changement de mentalité est nécessaire à tous les niveaux, des acteurs nationaux et internationaux aux OSC locales.

« Les structures et services adéquats doivent être mis en place pour faciliter la participation réelle de ces groupes. »

Photo: Sarika Gulati / GNDP

S'attaquer aux barrières linguistiques et culturelles

Au sein d'une communauté, les individus peuvent appartenir à des groupes culturels différents, parler des langues différentes et rencontrer des difficultés différentes. Une cartographie préalable des groupes communautaires est un outil utile pour rendre les activités vraiment participatives pour tous les membres de la communauté.

Donner aux OSC les moyens de rapporter les voix locales

Il est essentiel d'offrir un espace aux OSC pour qu'elles puissent faire entendre les voix locales, mais cela doit s'accompagner de la mise à disposition d'outils et de technologies permettant de recueillir l'expérience des communautés. Il peut s'agir de plates-formes et de réseaux pour la production rapide de rapports (afin de permettre aux OSC de rassembler rapidement l'expérience de la communauté en cas de besoin), ou de fournir un soutien technologique tel qu'une couverture Internet et téléphonique dans les zones reculées. Les banques de connaissances peuvent être un outil utile pour mieux équiper les OSC dans leur rôle de rapporteurs. Le soutien à la collecte de données et à l'élaboration d'études de cas est un autre moyen de donner aux OSC les moyens de rendre compte des réalités locales.

Fournir un soutien à la participation

Les OSC locales et les groupes communautaires qui fonctionnent avec un faible budget doivent malheureusement souvent choisir entre consacrer leur temps et leur argent à répondre aux besoins actuels de leur communauté ou le consacrer à influencer les plans et politiques futurs. L'apport d'un soutien financier pour participer aux consultations et aux processus décisionnels peut être précieux pour les organisations locales qui ont des contraintes de temps et de budget.

Faire en sorte que les OSC nationales et locales participent aux débats

Les OSC locales et nationales n'ont pas les mêmes possibilités de participer aux processus décisionnels que les ONGI. Les ONGI doivent soutenir les OSC nationales et locales dans leur plaidoyer pour une égalité des chances d'accéder aux cercles décisionnels. Au niveau gouvernemental, des moments dédiés semestriels ou trimestriels pourraient être organisés, où les organisations de base et locales pourraient faire remonter leurs priorités au niveau national : les forums et les festivals peuvent être des moyens d'organiser ces échanges.

« Les ONGI devraient soutenir les OSC nationales et locales dans leur plaidoyer pour une égalité des chances d'accéder aux cercles décisionnels. »

Renforcer les plateformes nationales multipartites

Les plateformes nationales de résilience sont un élément clé de l'engagement des parties prenantes. Elles offrent un espace pour échanger des points de vue et des priorités avec les décideurs politiques. Ce modèle est également utilisé pour faire progresser les objectifs de développement durable au niveau national, ainsi que les objectifs d'autres accords internationaux (Prescott et Stibbe, 2020). Ces plateformes peuvent également devenir un espace où les membres de la communauté peuvent partager leurs expériences personnelles. La plateforme devient également une opportunité médiatique où les médias peuvent facilement identifier des sujets intéressants à traiter.

Renforcer la reddition de compte du gouvernement pour une bonne gouvernance en matière de gestion des risques



Photo : Jumba Martin / GNDR

Renforcer les structures démocratiques locales

Les structures démocratiques locales sont le principal point d'entrée de la résilience communautaire. Les processus qui définissent les rôles et les responsabilités des élus et des citoyens, qui fournissent des mécanismes de contrôle et de reddition de compte, ainsi que des plateformes pour la participation des citoyens, sont parmi les éléments essentiels de ces structures. Identifier les lacunes et œuvrer au renforcement des autorités locales est une première étape vers la résilience locale. Les lois nationales doivent être révisées avec pour objectif d'identifier clairement les responsabilités en matière de renforcement de la résilience et la répartition des rôles entre les différents niveaux et secteurs. Les plans de résilience et les procédures opérationnelles standard pour la gestion des risques doivent être intégrés dans les plans de développement des collectivités locales.

Renforcer le suivi, la reddition de compte et la transparence

Il s'agit d'aspects essentiels de la bonne gouvernance, qui doivent être renforcés au niveau local. Des mécanismes juridiques permettant d'exprimer des préoccupations et de demander des comptes au gouvernement doivent être mis en place dans toutes les localités. Les communautés, les gouvernements et les OSC locales disposeraient ainsi d'un espace pour évaluer conjointement si les plans et les politiques reflètent effectivement les besoins des personnes les plus exposées et renforcent efficacement leur résilience. Des examens publics des plans locaux et nationaux devraient être organisés, afin de permettre aux groupes communautaires de donner leur avis sur l'efficacité des actions prévues par le gouvernement.

Donner aux membres de la communauté les moyens de compléter les rôles du gouvernement local

Les individus et les ménages peuvent jouer un rôle important dans le renforcement de la résilience, qui viendrait s'ajouter aux actions des gouvernements locaux. Des mécanismes doivent permettre aux membres de la communauté de comprendre individuellement leurs vulnérabilités et de planifier les moyens de faire face et de s'adapter aux menaces auxquelles ils pourraient être confrontés. Par exemple, les gouvernements locaux pourraient encourager chaque ménage à développer ses propres consignes de préparation aux catastrophes (p.ex. en définissant les actions particulières que les ménages doivent entreprendre lorsque différents niveaux d'alertes précoces sont émis). Soutenir la résilience individuelle est une composante importante de la création de la résilience communautaire.

Renforcer le rôle des OSC en tant que facilitateurs

Les OSC locales sont les mieux placées pour faciliter l'interaction entre les communautés et leurs gouvernements. Si les objectifs nationaux pour la participation communautaire sont inclus dans les plans de résilience et traduits en responsabilités spécifiques au niveau local, les OSC peuvent aider les autorités locales à s'assurer que ces objectifs soient atteints. En outre, les OSC peuvent fournir des conseils techniques pour soutenir les gouvernements locaux qui ne disposent pas d'une solide expertise en matière de renforcement de la résilience.

Comblent le déficit d'information



4



Identifier les lacunes dans le flux des informations

Il peut y avoir de nombreuses raisons pour lesquelles les informations n'atteignent pas les communautés. Il est donc essentiel de disposer d'un schéma clair montrant comment les informations circulent entre le niveau national et le niveau local. Cela permettrait d'identifier les éventuelles lacunes. Dans certains contextes, des actions pourraient être nécessaires pour garantir que les dirigeants locaux transmettent les informations en temps voulu. Dans d'autres, l'information peut ne pas circuler efficacement en raison de ses conséquences négatives potentielles.

Par exemple, les évaluations des risques sur une localité peuvent nuire aux investissements potentiels dans cette zone : pour combler le déficit d'information dans ce contexte, il faut des actions adaptées pour maintenir la valeur de ces zones.

« Les informations sur les risques doivent être fournies d'une manière qui permette aux communautés d'agir en conséquence. »

Rendre les informations exploitables et accessibles

L'importance d'une communication efficace sur les risques est largement reconnue, mais les efforts déployés pour y remédier sont insuffisants. Les informations sur les risques doivent être fournies de manière à permettre aux communautés d'agir en conséquence. Un élément essentiel de cette démarche est la mise à disposition d'informations localisées sur les risques, la vulnérabilité, les capacités et la résilience des communautés. Les rapports sont souvent donnés à une échelle qui n'est pas utile pour que les communautés prennent des

mesures. Il est essentiel de renforcer les approches de prévision fondées sur l'impact et les actions découlant de ces prévisions, afin de garantir que les informations circulent et que des mesures sont prises. Il convient de soutenir les portails d'information en ligne, les plates-formes de surveillance des risques en direct et les initiatives d'administration en ligne, étant entendu toutefois que l'Internet ne doit pas devenir le seul moyen de diffusion de l'information (compte tenu de la fracture numérique qui existe encore dans le monde).

Faire appel à des experts en communication

L'information doit être conçue de manière à influencer le comportement et l'attitude des gens. L'expertise en matière de communication peut être mise à profit pour diffuser largement l'information grâce à l'engagement des médias de masse et à l'élaboration de matériels de sensibilisation. Les gouvernements peuvent envisager de s'associer à des entreprises de télécommunication et à des médias locaux pour tirer parti de leur expertise. Les plateformes locales doivent être intégrées dans les plans de communication (p.ex. les réunions de la banque du village, les rassemblements d'Église, les radios communautaires, etc.).

Soutenir la sensibilisation locale

Il s'agit notamment d'aider les organisations locales à organiser, au niveau communautaire, des séances de sensibilisation sur les politiques et les plans de résilience, les systèmes d'alerte précoce, les mesures de prévention, etc. Les OSC peuvent aider à identifier des sources d'information fiables sur les différents aspects de la résilience.

Accroître la disponibilité au niveau local des financements pour la réduction des risques de catastrophes



Photo : Jumba Martin / GNDR

S'engager à déléguer les financements aux acteurs locaux

Suite aux engagements du Grand Bargain et à d'autres promesses d'augmenter le financement direct aux acteurs locaux, il faut faire davantage pour les mettre en pratique. Les structures de financement internationales devraient être revues et les exigences de conformité simplifiées : c'est une étape importante pour encourager les acteurs locaux à demander des financements. Les ONGI pourraient jouer le rôle de garants avec leurs partenaires locaux pour répondre à l'aversion des donateurs pour le risque. Les réglementations en matière de financement devraient être révisées afin de garantir que les organisations de base puissent facilement recevoir un soutien financier. Les gouvernements nationaux peuvent concevoir des mécanismes permettant de déléguer une plus grande partie de leurs budgets aux autorités locales. Des subventions spécifiques pourraient être conçues pour les gouvernements locaux souhaitant mettre en œuvre des mesures de résilience ; les fonds d'innovation en matière de résilience destinés aux gouvernements locaux peuvent également être un moyen de décentraliser les budgets vers la base. Lorsque les budgets de développement relèvent de la responsabilité des autorités locales, une sensibilisation accrue aux approches du développement tenant compte des risques pourrait contribuer à intégrer la résilience au niveau local. La contribution des entreprises au titre de leur responsabilité sociale pourrait être affectée au financement de la résilience locale. Les ONGI doivent renforcer les capacités des organisations locales en matière de conception, de collecte de fonds et de mise en œuvre de projets, afin de donner aux communautés les moyens de mettre en œuvre leurs propres activités de résilience.

Identifier des approches innovantes en matière de financement local

Il est important d'identifier les enseignements transférables acquis par rapport aux innovations en matière de financements locaux qui sont susceptibles d'être reproduites. Il s'agit notamment d'intégrer des mécanismes de financement et des activités génératrices de revenus dans les projets locaux. Les groupes d'épargne, les micro-subventions et les micro-assurances n'en sont que quelques exemples. Les prêts pour le renforcement de la résilience ou les subventions gérées par les coopératives peuvent également être des outils efficaces pour augmenter le financement local. La conception de projets susceptibles d'être financés (Ellis et Pillay, 2017) est une autre approche pour générer des financements localement. Des fonds d'amorçage pour le pilotage de projets susceptibles d'être financés et d'autres programmes générateurs de revenus peuvent être utilisés pour prouver leur validité et leur rentabilité.

Privilégier la collaboration à la concurrence

La concurrence entre les groupes locaux et les OSC est souvent le résultat naturel de la rareté des ressources disponibles au niveau local. Cependant, la collaboration est un facteur de réussite pour l'accès aux ressources, en particulier pour les organisations locales, et elle est essentielle pour la résilience au niveau communautaire. Privilégier la collaboration à la concurrence devrait être une priorité pour les OSC à tous les niveaux. Les OSC doivent souligner les avantages de la collaboration et définir un ensemble de principes pour favoriser la collaboration, niveler les dynamiques de pouvoir et tirer parti du leadership local.

Veiller à ce que tout développement tienne compte des risques



Photo : Jumba Martin / GNDP

Diversifiez vos défenseurs de la résilience

Le développement tenant compte des risques doit être intersectoriel par nature, il faut donc identifier les défenseurs des secteurs avec lesquels nous interagissons peut-être moins fréquemment. Il doit s'agir de personnes qui soutiennent vos demandes de politiques ou vos activités, mais aussi de celles qui peuvent apporter un soutien à vos actions – notamment un soutien financier. Un financement provenant de secteurs non conventionnels peut entraîner une augmentation des liens et des connexions au sein de cette sphère de travail.

En outre, la nature transversale de la résilience permet de l'intégrer dans les programmes de différents secteurs. Les OSC devraient procéder à une analyse des priorités du gouvernement et identifier les domaines dans lesquels il est possible de plaider en faveur de l'intégration de la résilience.

Encourager les évaluations des risques et des impacts dans les plans de développement

Les praticiens de la résilience peuvent fournir des méthodologies et des modèles pour intégrer les évaluations des risques et des impacts dans toutes les activités de développement. Plusieurs pays disposent déjà de structures d'évaluation de l'impact environnemental des projets de développement : ces évaluations devraient être renforcées et complétées par une composante de risque, ce qui permettrait de mesurer le risque qu'un projet est susceptible d'exacerber ou de créer dans une communauté.³ Les acteurs internationaux devraient inclure les évaluations des risques de catastrophes dans leur aide au développement et en faire un champ obligatoire dans les propositions de projets.

Accroître les connaissances

Dans de nombreux domaines, une bonne compréhension du développement qui tient compte des risques fait encore défaut. Il est nécessaire de sensibiliser davantage tous les secteurs à l'importance de l'intégration du risque en tant que question transversale.

Il convient d'encourager l'augmentation des investissements dans la recherche sur les politiques publiques en matière de développement tenant compte des risques. Cette recherche devrait être liée à des outils plus efficaces pour l'analyse des risques et pour la planification participative du développement au niveau local, où une compréhension claire de tous les secteurs et de leur contribution aux risques de catastrophe est nécessaire.

Exploiter les fenêtres d'opportunité

Lorsque la résilience n'est pas une priorité absolue, il est important d'identifier les fenêtres d'opportunité potentielles et comment les exploiter. La pandémie actuelle de Covid-19 et l'opportunité qu'elle offre à certains pays de mieux se reconstruire en sont un exemple : comment le redressement après cette catastrophe peut-il être un moyen d'accroître avant tout la résilience et le développement qui tient compte des risques ?

« Le développement tenant compte des risques doit être intersectoriel par nature, il faut donc identifier les défenseurs des secteurs avec lesquels nous interagissons peut-être moins fréquemment. »



Photo : Jumba Martin / GNDP

Donner la priorité aux solutions fondées sur la nature



7



Photo : Homeline Media / UNDRR

Passer en revue les politiques

L'attention mondiale accrue portée aux approches de la résilience fondées sur les écosystèmes offre l'occasion de revoir les anciennes politiques nationales et d'identifier les domaines où l'efficacité peut être accrue grâce à des solutions fondées sur la nature. Des conseils consultatifs composés de scientifiques, de professionnels et de membres de la communauté peuvent soutenir l'identification de solutions efficaces fondées sur la nature dans chaque secteur.⁴ Incorporer la protection de l'environnement dans la législation nationale est un outil efficace pour sensibiliser au danger de la dégradation environnementale.

Les institutions financières pourraient créer des mécanismes (p.ex. des obligations, des incitations) pour soutenir l'adoption de la préservation de l'environnement par les particuliers et les entreprises.

« Incorporer la protection de l'environnement dans la législation nationale est un outil efficace pour sensibiliser au danger de la dégradation environnementale. »

Répartir les responsabilités à tous les niveaux

Les avantages de l'utilisation d'approches écosystémiques pour la résilience sont visibles tant au niveau national que local. Il est donc important que les responsabilités en la matière soient partagées entre les gouvernements nationaux et locaux, et que les communautés aient la possibilité de participer aux activités de gestion de l'environnement dans leur localité, par exemple en rejoignant des groupes de préservation de la nature qui agissent et plaident pour la protection de l'environnement. L'implication des membres de la communauté pourrait également être encouragée par le biais d'opportunités de volontariat.

Communiquer les avantages des solutions fondées sur la nature

Utilisez les canaux médiatiques, l'art ou les discussions communautaires pour mettre en lumière les activités de protection de l'environnement dans votre région, et présentez la biodiversité qui existe dans votre région et comment elle peut être menacée de disparaître. L'éducation aux solutions fondées sur la nature peut également être intégrée aux programmes scolaires et aux initiatives des groupes de jeunes.⁵



Photo : Gulati/GNDR

Messages clés de plaidoyer

Suite aux recommandations pratiques formulées, nous avons demandé aux membres de GNDR dans les pays du Sud de réfléchir aux conclusions de Vues du front et aux progrès – ou manque de progrès – dans la réalisation des objectifs fixés en 2015 dans le cadre de Sendai.

Ici, les communautés en première ligne du risque ont transmis huit messages récurrents de plaidoyer. GNDR exhorte toutes les parties prenantes à défendre ces messages de plaidoyer aux niveaux local, national, régional et mondial.

Les principaux problèmes mis en évidence sont les suivants :

1. Analyse systémique pour faire face aux catastrophes complexes, notamment les conflits et le changement climatique ;
2. Localisation ;
3. Fonds et informations accessibles ;
4. Systèmes de gouvernance renforcés ;
5. Participation égale des femmes et des jeunes aux processus de prise de décision.

Dans ce cadre, huit messages particuliers de plaidoyer ont été élaborés.

Écoutez les communautés ;

- Notre premier appel consiste à écouter la communauté, ceux qui sont en première ligne du risque, les premiers intervenants. Ceux qui vivent dans les communautés en première ligne du risque ont les connaissances locales, l'expertise et la capacité de renforcer de manière significative la gouvernance du risque dans l'élaboration des politiques comme aussi dans les pratiques ;
- Inclure véritablement les dirigeants locaux dans la mise en œuvre et le suivi du Cadre de Sendai ;
- Institutionnaliser l'inclusion de la voix, des connaissances et des recommandations de la communauté dans les prises de décision ; éviter l'inclusion symbolique et permettre à la voix locale de diriger la prise de décision ;
- Promouvoir l'analyse de la nature systémique du risque et le développement fondé sur le risque du point de vue des communautés les plus exposées ; dans ce contexte, promouvoir les connaissances locales, les solutions fondées sur la nature et la protection des écosystèmes.

1

Investir au niveau local

- Veiller à faire en sorte que le financement (tant public que privé) de la réduction des risques atteigne l'échelon local ;
- Tenir les gouvernements nationaux et les États donateurs responsables de veiller à ce que les financements parviennent jusqu'au niveau local ;
- Encourager et financer les actions communautaires de réduction des risques, dirigées au niveau local ;
- Inclure les dirigeants locaux dans les espaces de prise de décision aux échelons local, national et mondial ;
- Veiller à ce que les dirigeants locaux soient inclus de manière significative dans les prises de décision des dépenses locales du budget de réduction des risques ;
- Écouter les voix locales expliquer comment le changement climatique est un super moteur de risque et intégrer dans la planification locale de RRC les risques liés au climat et les aléas qui leurs sont liés, intégrer à la fois l'atténuation et l'adaptation dans la planification de la réduction des risques ;
- Donner la priorité à la prévention et donner aux dirigeants locaux les moyens d'adopter des solutions fondées sur la nature.

Améliorer la coordination et la cohérence : permettre à la société civile d'assurer la coordination et la cohérence nécessaires à un développement qui tient compte des risques

- Reconnaître la nature systémique du risque et adopter une approche cohérente dans l'ensemble des cadres mondiaux pour un développement efficace tenant compte du risque, la réduction effective des risques et le renforcement de la résilience des communautés les plus exposées ;
- Reconnaître le rôle joué par les organisations de la société civile pour diriger la collaboration ; accepter et renforcer le rôle des OSC locales dans la mise en place d'une approche pansociétale en vue d'une mise en œuvre efficace des engagements du cadre de Sendai. ;
- Utiliser plus particulièrement la capacité des organisations et réseaux de la société civile à collecter et diffuser des échanges de connaissances dans les deux sens ;

- Soutenir les organisations de la société civile pour qu'elles travaillent avec les délégations gouvernementales à l'intégration des feuilles de route de RRC et des plans d'adaptation nationaux ;
- Lier la prise de décision en matière de RRC aux négociations sur le changement climatique, en particulier en ce qui concerne les pertes et les dommages, et la nécessité pour le Nord d'accroître son soutien financier au Sud ;
- Intégrer la compréhension du 6ème Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans la stratégie de mise en œuvre de la deuxième partie du Cadre de Sendai ;
- Renforcer l'harmonisation de tous les programmes pour 2030 et, en particulier, s'efforcer d'intégrer de manière significative le développement tenant compte des risques dans le cadre de Sendai, l'accord de Paris et les Objectifs de développement durable.

Donner aux femmes le moyen de diriger : reconnaître l'inégalité entre les sexes comme un facteur de risque, et la combattre

- Reconnaître que l'inégalité entre les sexes est un obstacle à la réalisation des objectifs du Cadre de Sendai et investir dans des actions visant à lutter de manière significative contre l'inégalité entre les sexes pour renforcer la réduction des risques de catastrophe ;
- Donner aux femmes leaders les moyens de s'engager de manière significative dans la réduction des risques de catastrophe à tous les niveaux ;
- Prendre en compte le paragraphe 36[6] du cadre de Sendai qui met l'accent sur l'inclusion et les obstacles qui persistent à l'inclusion significative des femmes à tous les niveaux de la prise de décision en matière de réduction des risques, tant dans les politiques que dans la pratique.

2

100 000 perceptions du risque **Vues du front 2019**

3

Table des matières

Résumé d'orientation

Méthodologie

Conclusions mondiales

Recommandations mondiales

4

Messages clés de plaidoyer

Réflexions et conclusions

Renforcer la gouvernance de la RRC dans les États touchés par des conflits

- Ceux qui sont en première ligne des risques de catastrophe dans les États fragiles appellent particulièrement la communauté mondiale à mettre en œuvre une gouvernance des risques ;
- Soutenir les États touchés par des conflits et les États fragiles dans la mise en œuvre d'une gouvernance, d'une politique et de plans de réduction des risques de catastrophe ;
- Investir pour comprendre quels États touchés par des conflits ne prennent pas en compte de manière significative la gouvernance de la RRC, en comprendre les obstacles et identifier les solutions ;
- S'attacher à comprendre comment le financement de la réduction des risques peut atteindre le niveau local dans les États fragiles et ce que la communauté internationale doit faire pour y parvenir.

5

Faire participer les enfants et les jeunes à la réduction des risques de catastrophe

- Reconnaître l'importance d'une action multigénérationnelle pour la réduction des risques ;
- Réfléchir au paragraphe 36 du Cadre de Sendai et comprendre pourquoi les jeunes estiment qu'ils ne sont pas encore inclus de manière significative dans la prise de décision, et travailler pour y remédier ;
- Inclure véritablement les enfants et les responsables de la jeunesse à tous les niveaux de la prise de décision en matière de réduction des risques de catastrophes et continuer à donner une place prioritaire à l'éducation sur la réduction des risques et la résilience.

6

Tirer les enseignements de la pandémie de Covid-19

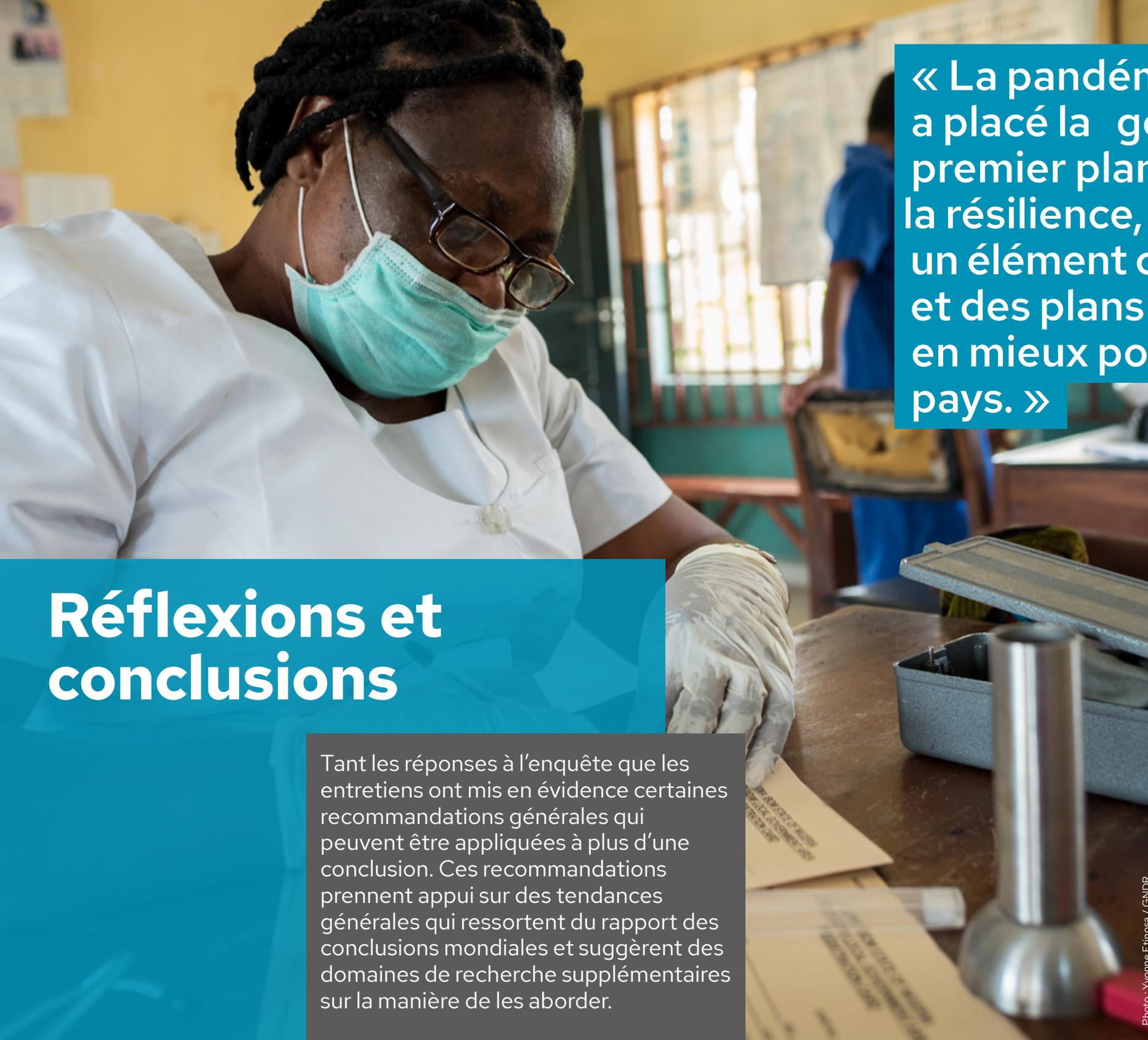
- Comprendre et remédier à la faiblesse de la gouvernance mise en évidence par la pandémie de Covid-19 ;
- Discerner les défaillances particulières en matière de gouvernance des risques, et augmenter le nombre d'États membres de l'ONU dotés d'un organe / de dispositions de gouvernance de RRC multipartite de qualité qui inclut une représentation de la société civile et reflète adéquatement tous les pans de la société ;
- Tirer des enseignements des éléments sociaux, économiques et politiques de la réduction des risques mis en évidence par la pandémie ;
- Inclure, à l'avenir, les catastrophes biologiques, telles que les pandémies, dans le Cadre de Sendai ;
- Œuvrer pour l'accès universel au vaccin contre la Covid-19.

7

Intégrez l'inclusion à tous les niveaux et cessez de la considérer comme un sujet à part entière

- Reconnaître la dynamique intersectionnelle de la marginalisation en relation avec le risque ;
- Prendre en compte le paragraphe 36 du cadre de Sendai qui met l'accent sur l'inclusion, et comprendre pourquoi l'inclusion n'est pas considérée comme ayant été intégrée avec succès dans tous les domaines du cadre de Sendai ;
- Intégrer de manière significative l'inclusion dans tous les domaines du Cadre de Sendai.

8



« La pandémie de Covid-19 a placé la gouvernance au premier plan du discours sur la résilience, elle a été aussi un élément clé du redressement et des plans de reconstruction en mieux pour de nombreux pays. »

Réflexions et conclusions

Tant les réponses à l'enquête que les entretiens ont mis en évidence certaines recommandations générales qui peuvent être appliquées à plus d'une conclusion. Ces recommandations prennent appui sur des tendances générales qui ressortent du rapport des conclusions mondiales et suggèrent des domaines de recherche supplémentaires sur la manière de les aborder.

L'importance du leadership local comme solution clé à la question de l'engagement communautaire est un point commun évident. Cependant, certains ont également suggéré d'aller plus loin et de se concentrer sur un engagement communautaire qui s'appuie sur le leadership local, mais qui va également au-delà. Dans certains cas, l'engagement des dirigeants locaux ne se traduit pas automatiquement par l'engagement de la communauté au sens large : l'information peut être lente à passer des dirigeants locaux aux divers groupes communautaires, et les contributions des dirigeants locaux aux plans et politiques peuvent passer à côté des priorités de certains groupes de la société. Il a été recommandé de mettre l'accent sur le leadership des femmes au niveau local.

Une autre tendance commune identifiée par les répondants est la faiblesse des systèmes de gouvernance. La pandémie de Covid-19 a placé la gouvernance au premier plan du discours sur la résilience, elle a été aussi un élément clé du redressement et des plans de reconstruction en mieux pour de nombreux pays (CEPALC, 2020 ; Luis Burón B. 2020).

Photo : Yvonne Etinosa / GNDR



Photo : Sarika Gulati / GNDP

Les politiques de résilience ne sont pas à jour dans de nombreux pays, malgré la présence de bonnes incitations et orientations en vue de la révision de ces politiques.⁶ Il faut redoubler d'efforts pour que les structures de gouvernance des risques de catastrophe soient revues et améliorées, afin de mieux refléter la nature systémique du risque et la nécessité d'une intégration accrue du local avec le national. Si, dans certains pays, les systèmes de gouvernance sont décentralisés, ces systèmes sont souvent dépourvus des capacités et des ressources humaines et financières nécessaires.

Une augmentation de la pression internationale et de l'allocation de fonds pour le renforcement de la résilience contribuerait à créer la dynamique nécessaire au changement de politique : la mise en œuvre associant ces deux éléments peut être observée dans la sphère du changement climatique, où les gouvernements se sont engagés à revoir et à actualiser les politiques d'adaptation et d'atténuation du changement climatique pour pouvoir accéder aux ressources des mécanismes de financement internationaux (CCNUCC, 2021).

Il est important de noter, cependant, que la pression internationale et les conditionnalités liées au financement risquent de renforcer une approche uniforme de la gouvernance.

Il convient d'y réfléchir avec soin et de concevoir des mécanismes qui renforcent les systèmes de gouvernance tout en tenant compte des contextes uniques et des structures nationales existantes.

Une pression internationale accrue doit s'accompagner d'un engagement politique autour de la résilience au niveau national. C'est-à-dire inclure des politiques, des plans et un budget qui touchent le niveau local et ne laissent personne de côté. Une recommandation que font entendre de plus en plus les organisations de la société civile nationales et internationales est de redoubler d'efforts pour sensibiliser et mobiliser les citoyens afin qu'ils exigent de leur gouvernement davantage d'actions.

Le plaidoyer et la mobilisation des citoyens sont des moteurs essentiels du changement : des exemples ont été donnés en relation avec l'introduction du changement climatique dans l'agenda politique, l'attention croissante portée aux droits de l'homme et aux questions de transparence dans le monde, ainsi que des expériences antérieures visant à attirer l'attention des décideurs sur les questions de RRC et de GRC dans certains pays.

S'appuyer sur la nature neutre du renforcement de la résilience a également été souligné comme une recommandation émergente.

Plusieurs personnes interrogées ont reconnu l'intérêt de ne pas politiser la résilience et ont estimé qu'il s'agissait d'une opportunité pour améliorer l'engagement de la société civile auprès des gouvernements nationaux. La résilience est considérée par beaucoup comme un domaine où le gouvernement et la société civile peuvent collaborer, ce qui peut aboutir à une compréhension et une confiance mutuelles plus fortes. Ceci est lié à la conviction que les retombées de cette relation améliorée peuvent être exploitées comme points d'entrée pour une collaboration sur des questions plus politisées.

Dans l'ensemble, ces recommandations reposent sur l'élément sous-jacent de la confiance et du dialogue entre un gouvernement et les communautés qu'il gère. L'identification d'approches visant à instaurer la confiance et le dialogue doit être au cœur de tous nos efforts pour renforcer les politiques de résilience aux niveaux local et national.

Enfin, il est important de noter que les conclusions mondiales et les recommandations pratiques ont été élaborées conjointement avec les experts et les acteurs locaux, à savoir ceux qui sont en première ligne des risques. La stratégie GNDR défend les voix locales, les expériences vécues et les recommandations de ceux qui sont en première ligne du risque. Ces priorités guident nos messages de plaidoyer en ce moment important de bilan des cadres du Programme 2030, qu'il s'agisse du Cadre de Sendai, des ODD et de l'Accord de Paris. Nous demandons instamment à toutes les parties prenantes de soutenir GNDR afin de faire passer ces messages aux Plateformes mondiales et régionales pour la RRC, au Forum politique de haut niveau en 2022 et 2023, à la COP 27 et à la COP 28, ainsi qu'à l'Assemblée générale des Nations unies en 2022 et 2023.

Notes finales

1 Vous trouverez plus d'informations sur la gouvernance inclusive et ses difficultés à cette adresse : [page web de l'OCDE](#).

2 Pour une définition du journalisme mobile, veuillez consulter Podger, C. 2021.

3 Strategic Environmental Assessments [évaluations environnementales stratégiques] pourraient constituer un modèle à reproduire dans ce domaine (voir Rodriguez Fortun, P. 2020).

4 Le Partenariat pour l'Environnement et la Réduction des Risques de Catastrophe (PERRC) est une bonne source de connaissances et d'informations sur les solutions fondées sur la nature.

5 Le Green Schoolyard Movement [Mouvement des cours de récréation vertes] (Green Schoolyards America, 2015) en est un exemple.

6 Tout d'abord, la cible E du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.



Photo : Jeremy Krüis / UNDRR



Global Network of
Civil Society Organisations
for Disaster Reduction

Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction

8 Waldegrave Road, Teddington
Londres
TW11 8HT
Royaume-Uni

Tél. +44 (0)2089 777726

Adresse électronique : info@gndr.org

gndr.org

© 2022 Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction. Association à but non lucratif enregistrée sous le numéro: 1141471. Société à responsabilité limitée, enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 07374358, Siège social : 8 Waldegrave Road, Teddington, TW11 8HT

Photos de la couverture (de gauche à droite, de haut en bas) : Yvonne Etinosa / GNDR, Julia Limos Lima / UNDRR, Jjumba Martin / GNDR, Homeline Media / UNDRR, Sarika Gulati / GNDR, Homeline Media / UNDRR, Jjumba Martin / GNDR, Sarika Gulati / GNDR, Jjumba Martin / GNDR, Yvonne Etinosa / GNDR, Sarika Gulati / GNDR, Sarika Gulati / GNDR, Jjumba Martin / GNDR.





Global Network of
Civil Society Organisations
for Disaster Reduction

100 000 Perceptions du risque



Vues du front 2019 Rapport sur les
recommandations mondiales





Global Network of
Civil Society Organisations
for Disaster Reduction

**Global Network of Civil Society
Organisations for Disaster Reduction**

8 Waldegrave Road, Teddington

Londres

TW11 8HT

Royaume-Uni

Tél. +44 (0)2089 777726

Adresse électronique : info@gndr.org

gndr.org

© 2022 Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction. Association à but non lucratif enregistrée sous le numéro: 1141471. Société à responsabilité limitée, enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 07374358, Siège social : 8 Waldegrave Road, Teddington, TW11 8HT

Photos de la couverture (de gauche à droite, de haut en bas) : Yvonne Etinosa / GNDR ; Julia Limos Lima / UNDRR ; Jjumba Martin / GNDR ; GNDR ; Jjumba Martin / GNDR ; Homeline Media / UNDRR ; Sarika Gulati / GNDR ; Homeline Media / UNDRR ; Sarika Gulati / GNDR ; Jjumba Martin / GNDR ; Yvonne Etinosa / GNDR ; Sarika Gulati / GNDR ; Jeremy Kruis / UNDRR ; Jjumba Martin / GNDR ; Jjumba Martin / GNDR ; Sarika Gulati / GNDR ; Jjumba Martin / GNDR.